REPUBLIQUE FRANÇAISE — Liberté - Egalité - Fraternité

**Département du Var (1re Circonscription)**

# Elections Législatives du 18 novembre 1962



# Docteur A. GERMAN

Député P. L. E.

Chevalier de la Légion d'honneur

## CANDIDAT D'UNION DES RÉPUBLICAINS

# Jean VIAL

**Exploitant Agricole, BRIGNOLES**

**Suppléant**

### *Electrices, Electeurs,*

L'exposé qui suit montre que notre esprit est de ne pas revenir à la IVe République avec le désir d'apporter aux institutions nouvelles leur pleine efficacité. Sauver les libertés, garantir la stabilité du pouvoir, réaliser la justice sociale, unir et réconcilier les Français, construire une Europe libre.

1° **Défense de la liberté.** L'homme est né et doit demeurer libre, les libertés individuelles, les libertés collectives et notamment la liberté syndicale, lui assurent sa dignité.

2° **Extension de la justice sociale.** La liberté de mourir de faim n'est pas la liberté. Tout homme doit être assuré que son travail lui procurera toujours une vie décente. L'Etat ne saurait être une providence ; moins encore un tyran. Sans porter atteinte à la liberté politique, l'Etat doit garantir la juste rémunération du travail, empêcher la formation de tout secteur privilégié, préserver les moins favorisés contre l'exploitation des plus forts, apporter à chacun une assurance contre la maladie, les calamités, la vieillesse, garantir la libre disposition des fruits du travail, la libre accession à la propriété et le droit pour chacun de la transmettre à ses enfants.

3° **Défense de l'Occident. L'Europe, c'est la paix.** Grâce à elle, 200 millions d'hommes, héritiers des peuples qui depuis 1.000 ans n'ont cessé de se faire la guerre, peuvent enfin décider de vivre ensemble en paix.

Dans le respect des principes ci-dessus définis, nous proposons le programme d'action suivant :

I. — **INSTITUTIONS.** Respectueux de la volonté du peuple légalement exprimée, nous veillerons toujours au respect de la loi et de la Constitution. Dans cet esprit, nous agirons d'abord pour l'application de la Constitution que le peuple s'est donnée en 1958 à une écrasante majorité.

a) **Décentralisation régionale.** La France souffre d'avoir une tête énorme sur un corps débile. Nous proposons de créer des régions aux larges pouvoirs administratifs, économiques, sociaux et culturels. Elles disposeraient de ressources propres à ranimer la vie locale ; elles faciliteraient l'épanouissement des libertés communales, rejetteraient vers l'Etat les charges qui lui incombent, simplifieraient l'administration et assureraient **une plus juste répartition des ressources locales.**

b) **Stabilisation du pouvoir central.** L'importance de cette décentralisation nécessite la création d'un véritable régime présidentiel.

II. — **DEFENSE DE LA COMMUNE ET DES STRUCTURES SOCIALES.** Attachés à la défense des communes et de la vie locale, nous repoussons toutes les charges qui incombent à l'Etat et pèsent sur les budgets communaux.

RECLAMONS : la répartition des équipements dans le cadre régional, l'indépendance budgétaire des communes, la création d'une caisse nationale d'équipement pour accélérer les réalisations municipales indispensables.

III. — **FORMATION CIVIQUE DES CITOYENS ET INFORMATION.** Nous voulons que chaque citoyen ait une connaissance exacte de ses devoirs et de ses droits, grâce à une instruction civique impartiale et réellement dispensée à tous les stades de l'enseignement, grâce à une information objective où chacun assure la responsabilité de ce qu'il dit et de ce qu'il écrit ; démocratique par la garantie qu'elle apporte à chacun de pouvoir s'exprimer ; libérale par la suppression du monopole de l'Etat.

IV. — **ECONOMIE.** a) **Administration.** 1° Nous considérons indispensable de maintenir à la France une administration de qualité qui mérite d'être mieux payée en la rendant davantage responsable de ses actes, d'être équipée comme les entreprises les plus modernes ; 2° Condamnons le dirigisme bureaucratique qui impose à l'échelon régional ou local des décisions prises sans tenir compte des conditions particulières.

b) **Progrès de l'économie.** 1° Nous réclamons la présentation d'un budget de la nation compréhensible, sans confusion ; 2° Nous soutiendrons l'organisation d'une politique du crédit.

V. — **AGRICULTURE.** a) **Nous lutterons pour réaliser la parité du secteur rural avec les autres catégories sociales de la nation.** L'importance du secteur agricole au sein de la nation est encore trop méconnue. Pourtant, ces dernières années, l'agriculture a fait un effort remarquable de production. Les agriculteurs n'ont guère été récompensés de cet effort et il leur a fallu trop souvent recourir à la violence pour attirer l'attention sur leur très difficile situation. Nous voulons que dans la légalité le monde rural (agriculteurs, artisans et commerçants ruraux) soit rapidement et dans tous les secteurs, placé à égalité avec les autres catégories sociales de la nation. L'agriculteur est un consommateur, l'élévation de son niveau de vie doit en faire un client nouveau et important de l'industrie et du commerce.

b) **La terre et l'exploitation familiale.** Nous tenons à réaffirmer notre attachement au droit de propriété et à proclamer que notre but est qu'il soit réellement possible à **celui qui travaille la terre d'en devenir, par un achat normal, le propriétaire.** Pour nous, selon la déclaration des Droits de l'Homme, le droit pour chacun à la libre disposition de ses biens ne saurait être mis en cause. Tout effort de productivité ou de culture extensive ne saurait progresser en écartant le type idéal de l'exploitation agricole qui demande **l'exploitation familiale.** C'est pour rendre cette exploitation familiale rentable, dans des conditions propres à chaque région, que nous proposerons un ensemble de mesures étudiées en accord avec les organismes professionnels.

c) **Les moyens d'exploitation.** Nous pensons qu'il faut aider effectivement tous les types d'association disposant de techniques modernes. Création d'un organisme national d'assurances contre les calamités agricoles. Faciliter l'exploitation et les possibilités de la commercialisation.

**Vins.** Pour notre région, **la poursuite de la qualité nous oblige à nous séparer des normes et de la commercialisation en vigueur dans les autres régions viticoles à grand rendement.** Il ne faut plus être à leur **remorque** mais, au contraire, prendre une position **d'avant-garde.** Il faut veiller à ne pas être submergés par les vins étrangers et notamment par les vins algériens ; à **ne pas être dupes en laissant rentrer sous cette appellation les vins tunisiens et marocains. Le viticulteur français doit pouvoir exercer lui-même au sein d'organismes particuliers toute la surveillance nécessaire.** De même, les prix des produits agricoles tels qu'engrais, antiparasitaires, anticryptogammiques, doivent faire l'objet d'études rationnelles.

b) **Les conditions de vie du monde rural.** Les agriculteurs, les artisans, les commerçants ruraux doivent avoir les mêmes avantages dans tous les secteurs que les autres catégories sociales. En particulier le travailleur agricole doit bénéficier des mêmes avantages que les autres salariés. En matière d'assurances sociales, d'allocations familiales et de retraites : égalité avec les autres régimes. En matière d'investissements, il faut absolument, si nous voulons que notre agriculture soit compétitive sur le plan européen et mondial, que nous donnions rapidement une aide financière plus importante pour accélérer les équipements, notamment en ce qui concerne l'électricité, la voirie, les adductions d'eau, l'assainissement, l'irrigation et l'habitat rural. Il ne doit plus exister de désert français. Tous nos petits villages doivent retrouver vie et prospérité par les activités concordantes de l'agriculture moderne et de l'industrie décentralisée.

En matière d'enseignement, les jeunes ruraux doivent pouvoir accéder aussi facilement que les autres petits Français à tous les enseignements. L'enseignement agricole à tous les degrés doit être développé. L'enseignement technique pour l'industrie et le commerce reçoit 62 milliards alors que l'enseignement agricole ne reçoit que 6 milliards.

c) **Les conditions de progrès du monde rural.** Si nous voulons réellement que le monde rural puisse devenir l'égal par son standing de vie des autres secteurs de la nation, il faut : **que tous les prix de vente des produits agricoles laissent aux agriculteurs les mêmes bénéfices que laissent aux industriels les prix de vente des produits industriels.**

Pour cela, nous devons trouver méthodiquement des débouchés surtout dans le Marché commun. Dans notre circonscription, le problème crucial est le développement de la qualité de la viticulture. Il faut que la stabilisation des prix permette la sécurité de vie de notre paysan.

Il ne faut pas perdre de vue l'équipement hydraulique de notre circonscription. Nous surveillerons l'exécution des tranches de travaux qui vont démarrer incessamment afin que l'intérêt des communes touchées soit respecté.

VI. — **FISCALITE.** La réforme fiscale promise depuis quatre ans doit assurer : la simplification des formalités, la limitation ou la suppression des déclarations, la réduction du nombre des impositions, une plus juste répartition des charges fiscales entre les Français, la définition du salaire fiscal du chef d'entreprise. Nous rappelons notre campagne permanente contre l'abus sans cesse grandissant des taxes parafiscales (vignettes, etc.).

VII. — **PROGRAMME SOCIAL.** a) Le plan d'expansion économique doit être complété par un **plan de progrès social** dont le P.L.E. a déposé le projet sur le bureau de l'Assemblée Nationale ; b) Salaires : le P.L.E. s'engage à : élever la condition matérielle et morale de l'homme ; favoriser la libre discussion entre salariés et patrons d'un véritable contrat de travail assurant la stabilité et la sécurité de l'emploi ; c) Le P.L.E. considère que les professions libérales, les commerçants, les artisans, par la qualité des services qu'ils rendent à la société, ont droit à leur place dans la nation et à leur indépendance ; d) La réforme nécessaire de la Sécurité Sociale devra donner à l'assuré le goût de la gestion et du contrôle de son argent ; la Sécurité Sociale ne peut devenir une institution d'assistance, mais doit rester un système de garande ; e) **Création d'un secteur du troisième âge.** Nous demandons : la création d'un véritable secteur d'activité particulière pour les hommes et les femmes de plus de 50 ans, un statut des emplois à mi-temps pour tous ceux qui ont à compléter leurs ressources ; f) **Syndicalisme.** Tout homme qui travaille a le droit et le devoir de se syndiquer. L'influence du syndicalisme sera d'autant plus grand que son activité sera concentrée sur les problèmes de sa compétence ; g) **Respect des engagements de l'Etat :** 1° Le crédit de l'Etat n'existe que dans la mesure où il tient ses engagements. Il se doit, une fois pour toutes, de respecter sa parole, notamment en ce qui concerne le rétablissement du rapport Constant pour les anciens combattants ; la revalorisation toujours différée des rentes viagères, l'amélioration du taux des pensions ; 2° **La démocratie n'existe que si la solidarité nationale s'exerce totalement:** pour loger les jeunes ménages et les personnes âgées, pour défendre la famille, cellule de base de la nation, pour donner le minimum indispensable à tous ceux qui sont dans l'impossibilité de se procurer eux-mêmes ; **pour fournir aux rapatriés tous les moyens leur permettant de retrouver la place à laquelle ils ont droit dans la nation et notamment en réparant comme dommages de guerre les préjudices qu'ils ont subis.**

VIII. — **EDUCATION. L'école de la République ne peut être que laïque,** mais elle cesserait d'être républicaine si elle n'était ni impartiale ni tolérante. Nous réclamons : la mobilisation actuelle de tous les moyens scolaires et la **revalorisation des traitements du personnel enseignant** de façon à assurer un recrutement de qualité de maîtres ayant reçu une véritable formation pédagogique ; la simplification et l'harmonisation des programmes en même temps que leur adaptation à la vie et aux besoins du monde moderne ; l'utilisation rationnelle de la radio, de la télévision et du cinéma ; la création d'universités autonomes à l'écart des centres urbains ; l'organisation de groupes européens spécialisés de recherche et d'enseignement.

IX. — **DEFENSE NATIONALE.** Nous demandons un service ultra-court qui ne retiendra le soldat que pour un temps strictement nécessaire et utilisera totalement ses compétences.

a) L'organisation actuelle est périmée, le service militaire dépassé. Nous proposons : une armée de métier pour les unités chargées de l'armement atomique et l'intervention immédiate de l'aviation et de la marine ; une instruction : 1° très courte (quelques mois) pour ceux qui serviront les unités atomiques et de couverture ; 2° courte (inférieure à une année) pour ceux qui constitueront les unités actives. Pas de temps de service inutile. Tous les services assurés par des civils ou du personnel féminin ; b) L'alliance du monde libre reste vitale. Ce que les U.S.A. n'ont pas confié à la France seule, dont la politique extérieure paraît suspecte, nous l'exigeront qu'ils le confient à l'Europe.

X. — **TOURISME.** Il est inconcevable que le tourisme ne soit pas plus développé dans le plus beau département de France. Il doit prospérer non seulement sur la région côtière mais enrichir l'intérieur du pays grâce au développement de l'habitat rural. Il ne peut se concevoir sans une **politique extrêmement active de la route. Quand verrons-nous réaliser les grandes transversales promises par l'Administration** depuis une dizaine d'années et quand s'achèvera la Corniche varoise ?

XI. — **SPORTS, JEUNESSE ET LOISIRS.** Nous réclamons : des Auberges de Jeunesse multipliées, des Maisons de Jeunes et de la Culture dans les villes et villages, des Foyers sociaux éducatifs qui peuvent surgir partout par l'utilisation immédiate et la transformation de locaux existants ; l'utilisation des athlètes de qualité comme moniteurs nationaux et la multiplication des centres de formation de professeurs d'éducation physique et sportive.

XII. — **POLITIQUE ETRANGERE.** En Europe, nous œuvrerons pour l'intégration européenne par : un Parlement européen élu au suffrage universel, un exécutif politique élu et contrôlé par ce Parlement ; une politique étrangère et une défense communes à l'échelle des grandes concentrations humaines du XX[e] siècle, une politique sociale harmonisée pour les travailleurs, une monnaie européenne et une fiscalité identique.

XIII. — **RELATIONS AVEC L'AFRIQUE ET LES PAYS SOUS-DEVELOPPES.** Nous reconnaissons la nécessité d'une aide de la France vis-à-vis de ces nouveaux Etats, sans atteinte à leur souveraineté. Néanmoins, notre solidarité **ne peut dépasser nos moyens, ni notre aide porter préjudice aux besoins énormes de nos collectivités locales** et des régions sous-développées de la métropole.

Notre programme montre bien que nous sommes **UNE FORMATION NEUVE ;** aucun de nous n'a appartenu à aucun des gouvernements de la République Française. **Nous sommes résolus à nous tourner vers l'avenir avec les jeunes, sans nostalgie du passé.**

Vous avez le choix à gauche et à droite, deux systèmes autoritaires incompatibles avec notre esprit républicain. Pour nous, il y a **trois sortes d'hommes** qui peuvent parler de **liberté** : ceux qui en connaissent toute la résonnance économique mais qui veulent la supprimer parce qu'elle les gêne ; ceux qui en font une simple affaire démagogique mais qui n'y croient pas ; **ceux qui y croient et veulent la faire triompher par tous les moyens.** Nous sommes de ceux-là. **Avec l'investiture des M.R.P., des Radicaux et des Indépendants et Paysans, nous sommes les seuls candidats d'union des Républicains.**

**NOUS VOULONS BATIR DANS LA SOLIDARITE ET NON DANS LA HAINE UNE SOCIETE D'HOMMES LIBRES ET HEUREUX DANS UNE REPUBLIQUE SAINE. Pour atteindre ce but, nous avons besoin de votre confiance, de toute votre confiance. Soyez auprès de tous nos partisans sincères. Luttez contre l'abstention. Donnez votre confiance à des gens du pays, appartenant à de vieilles familles provençales, dont le passé vous garantit l'avenir.**

**Docteur GERMAN**

Chevalier de la Légion d'honneur
Candidat d'Union des Républicains

**Jean VIAL**

Exploitant agricole, BRIGNOLES
suppléant

Imp. Riccobono — Draguignan.